



Article scientifique

Article

2022

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

Urgence climatique et climat d'urgence

De Pryck, Kari

How to cite

DE PRYCK, Kari. Urgence climatique et climat d'urgence. In: Questions de communication, 2022, n° 42, p. 279–290. doi: 10.4000/questionsdecommunication.30055

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:181027>

Publication DOI: [10.4000/questionsdecommunication.30055](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.30055)

KARI DE PRYCK

Université de Genève, Institut des sciences de l'environnement, CH-1211 Genève, Suisse
kari.depryck@unige.ch

URGENCE CLIMATIQUE ET CLIMAT D'URGENCE

Résumé. – L'« urgence climatique » fait aujourd'hui partie de notre quotidien. Elle n'est plus seulement un discours abstrait, produit par les climatologues, mais une dure réalité. Cet article revient sur l'origine et les implications des déclarations d'état d'urgence climatique qui se sont multipliées ces dernières années. Il montre le pouvoir mobilisateur de ces déclarations, mais également les dérives sécuritaires qu'elles peuvent légitimer.

Mots clés. – changement climatique, urgence, mouvements sociaux, GIEC, géo-ingénierie

Dans l'article « Urgence de la recherche, recherche en urgence. Covid-19 et au-delà », Lionel Obadia (2021) revient sur les différentes manières dont la notion d'urgence est déclinée dans la conduite de la recherche scientifique, en particulier dans le contexte de la pandémie de Covid-19 qui a bouleversé le monde en 2020 et 2021. Il y décrit une « société de l'urgence » qui, malgré l'institutionnalisation et la professionnalisation d'un champ d'analyse des risques (Demortain, 2020), anticipe mal les crises : la crise sanitaire et la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine débutée en février 2022 en sont des exemples flagrants. Comme le souligne l'auteur, la recherche occupe une place centrale, bien que fragile, au sein de cette « société de l'urgence ». Elle se voit offrir des fonds exceptionnels pour répondre aux situations de crises. Elle peut aussi orienter ses programmes pour mieux répondre aux besoins des sociétés. Elle est censée apaiser les débats et les ramener sur une base « rationnelle », quand elle n'est pas elle-même l'objet de vives controverses. Cependant, la recherche scientifique est souvent mal adaptée aux situations de crise, la temporalité de l'expert scientifique étant généralement plus lente et longue que celle du politique, subissant ainsi de plein fouet la pression du travail en urgence.

L. Obadia évoque le besoin de prendre du recul face à la notion d'urgence et d'étudier ses usages et manifestations d'un point de vue sociologique et politique, tant elle est complexe et paradoxale. Dans cet échange, je propose de revenir sur les nombreux déploiements du lexique et de la sémantique de l'urgence sur un sujet très présent et mentionné à de nombreuses reprises dans l'article : le changement climatique. En effet, les expressions « crise climatique » et « état d'urgence climatique » sont entrées durablement dans le vocabulaire. En 2019, l'*Oxford English Dictionary* avait désigné « urgence climatique » mot de l'année, la définissant comme « une situation dans laquelle une action urgente est nécessaire pour réduire ou arrêter le changement climatique et éviter des dommages environnementaux potentiellement irréversibles¹ ». Pour l'institution de référence britannique, cette décision était justifiée par le besoin de refléter un changement de vocabulaire pour parler du changement climatique, de plus en plus associé à un sens d'immédiateté (Zhou, 2019). Quelques mois plus tôt, le quotidien britannique *The Guardian* avait aussi annoncé qu'il privilégierait dorénavant dans ses colonnes l'expression « urgence climatique » à celle de « changement climatique » ou de « réchauffement climatique » (Carrington, 2019). Le quotidien expliquait vouloir refléter l'état de la science sur la question.

Ici, je m'intéresse en particulier à l'origine et aux implications des déclarations « d'état d'urgence climatique » qui se sont multipliées ces dernières années. Par urgence, je reprends la définition donnée par l'auteur (Obadia, 2021 : 218), celle d'« une sensation collectivement partagée et/ou socialement construite qu'il y

¹ Citation originale : « A situation in which immediate action is needed to reduce or stop climate change and prevent serious and permanent damage to the environment ». Accès : <https://www.oxfordlearnersdictionaries.com/definition/english/climate-emergency>.

a nécessité d'action immédiate pour répondre à une situation problématique ou périlleuse ». Il s'agit de montrer le pouvoir mobilisateur de la sémantique de l'urgence, mais également les risques qu'un tel registre peut créer pour le débat public. D'un côté, le fait de réaliser que le changement climatique fait partie de notre quotidien, mais que l'action peine à se matérialiser, a été à l'origine d'un mouvement planétaire pour le climat, auquel de nombreux scientifiques se sont ralliés. De l'autre, néanmoins, la notion d'urgence climatique, telle qu'elle s'est imposée dans le débat public, est quelque peu trompeuse, car elle cadre cette situation presque exclusivement en des termes physiques, déterminés par les sciences naturelles, au détriment d'autres cadrages – sociaux, politiques et économiques. L'invocation de l'urgence peut également permettre à certains acteurs de court-circuiter le processus démocratique et de prendre des décisions unilatérales. Dans le cas du climat, elle peut nourrir des projets de géo-ingénierie² à grande échelle, justifiés par le besoin d'agir rapidement.

État d'urgence climatique

La pandémie globale a fait réagir de nombreux scientifiques et experts du climat³. Une des premières réactions a été de dire que, contrairement au climat, les gouvernements avaient réagi en connaissance de cause. En effet, ils avaient été capables de prendre des mesures pour préserver la santé de tous, certes, en modifiant drastiquement les comportements individuels et collectifs. De nombreux climatologues ont ensuite souligné positivement le fait que la réduction des activités économiques et la limitation des déplacements avaient fait chuter temporairement les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) d'environ 7 % en 2020 (Le Quéré *et al.*, 2020). Les mesures de confinement avaient donc eu un impact réel et quantifiable ! Enfin, ils ont applaudi les plans de relance mis en place par de nombreux gouvernements pour venir en aide à une économie mondiale en berne et qui devaient inclure pour la plupart un volet écologique.

Ces réactions reflètent l'amertume, et parfois la colère, de nombreux observateurs et scientifiques du climat, face à l'inaction des gouvernements. En effet, année après année, ils constatent l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Plus récemment, ils ont même pu constater un rebond, en raison

2 Selon la définition de l'Agence nationale de recherche (ANR), « la géoingénierie de l'environnement correspond à l'ensemble des techniques et pratiques mises en œuvre ou projetées dans une visée corrective à grande échelle d'effets de la pression anthropique sur l'environnement. Il importe de bien distinguer la géoingénierie qui met en jeu des mécanismes ayant un impact global sur le système planétaire terrestre des techniques et pratiques d'atténuation ou ayant simplement un impact local ». Accès : <https://anr.fr/fileadmin/documents/2016/ARP-REAGIR-avril-2014.pdf>.

3 L'auteure observait les réunions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) lorsque la pandémie globale a frappé. Elle a pu suivre les discussions entre experts lors des réunions organisées en ligne entre 2020 et 2022. Ce constat n'est pas partagé par tous les membres du Giec, mais résume certains des débats qui ont pu avoir lieu.

de la reprise de l'économie post-Covid. À coup de « cela fait 30 ans qu'on vous le dit ! » (Agence télégraphique Suisse, 2018) – en référence à la décennie qui a vu la création du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) – ils expriment de plus en plus leur agacement envers le monde politique, qui aime s'afficher à leur côté pour mettre en scène leur engagement pour la cause, mais s'éloigne d'eux dès que la caméra est tournée. Ce n'est pas la science qui ne semble pas prendre la mesure de l'urgence, mais la politique et sa temporalité court-termiste, incapable de se projeter au-delà des échéances électorales (Smith, 2017).

À l'inverse de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19, la crise climatique ne s'est pas installée dans nos quotidiens du jour au lendemain. Depuis la seconde moitié du *xx^e* siècle, la santé de la planète est auscultée minutieusement par les climatologues, documentée, communiquée et débattue lors des grands sommets onusiens. Pour ces derniers, la réalité du réchauffement planétaire ne fait plus de doute, de même que son origine humaine (Edwards, 2010). La recherche sur le climat s'est développée de manière exponentielle ces dernières décennies, soutenue par différents organismes de recherche et groupements d'intérêts scientifiques, principalement dans les pays industrialisés. Les scientifiques ont joué un rôle de lanceurs d'alerte, sortant de leur tour d'ivoire pour communiquer leurs conclusions à différentes audiences. En vain ou presque. Si certains ont pu penser que la conscience du public et des décideurs se réveillerait face aux impacts du changement climatique, observés dès les années 2000, il n'en fut rien. Malgré les réunions annuelles de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la signature de deux accords (le protocole de Kyoto en 1997 et l'accord de Paris en 2015) et la définition de stratégies nationales, les émissions ont continué d'augmenter.

Dans les pays industrialisés, la frustration grandissante des experts du climat et le constat d'échec de la gouvernance globale ont porté sur le devant de la scène d'autres groupes acteurs. Face à l'inaction des États, de nouveaux mouvements sociaux transnationaux ont émergé, dont Extinction Rebellion (XR), fondé en octobre 2018 au Royaume-Uni, et Fridays for Future (Grèves étudiantes pour le climat), lancé en août 2018 en Suède. Une des figures incontournables de ces rassemblements est la jeune militante suédoise, Greta Thunberg. Principalement portés par une population jeune (trois-quarts des participants auraient entre 15 et 34 ans [Alexandre *et al.*, 2021]), ils sont soutenus par de nombreuses organisations de la société civile, des chercheurs et des personnalités publiques. XR a d'ailleurs une branche scientifique. En 2021, ses membres ont par exemple diffusé en ligne une ébauche du rapport du Groupe III du Giec – un acte qui n'est pas autorisé selon les procédures de l'organisation – pour dénoncer l'influence délétère des gouvernements sur leur rédaction (Hartz, 2022). Ils voulaient « montrer que les scientifiques étaient prêts à désobéir et à prendre des risques personnels pour informer le public⁴ ».

4 Accès : <https://scientistrebillion.com/we-leaked-the-upcoming-ippcc-report/> (consulté le 5 déc. 2022).

Face à ce que les militants décrivent comme une extinction massive des espèces animales et végétales, causée par les activités humaines (dont le changement climatique), l'urgence est au cœur de ce mouvement d'action directe et de désobéissance civile. Une des premières revendications de XR a été de demander que le gouvernement britannique décrète un état d'urgence climatique. Ainsi l'urgence a-t-elle une valeur mobilisatrice. Un des slogans de XR va exactement dans ce sens : « Quand l'espoir meurt, l'action commence⁵ ». Dans la même perspective, G. Thunberg, s'exprimant au forum de Davos (Forum économique mondial) en 2019, avait enjoint aux adultes d'arrêter d'espérer et de commencer à « paniquer » : « Je veux que vous ressentiez la peur que je ressens chaque jour. Et là, je veux que vous agissiez⁶ ». Ce sentiment d'urgence n'est pas seulement une construction discursive, elle est aussi de plus en plus palpable dans le quotidien, face à l'étendue des impacts du réchauffement climatique à travers le monde. En effet, il ne passe pas une semaine sans que le climat ne fasse la une des journaux : inondations au Pakistan, feux de forêt en Europe et en Amazonie, ouragans aux États-Unis, sécheresses au Sahel, vague de chaleur dans les pôles, etc (Météo France, 2022 ; Dagorn, 2022). Le changement climatique est, de plus en plus, présenté comme une « menace existentielle⁷ ». Le deuxième volume du sixième rapport du Giec sur les conséquences, l'adaptation et la vulnérabilité (2022 : 15), publié en février 2022, adopte un ton similaire, déclarant par exemple que « la hausse du niveau de la mer constitue une menace existentielle pour les petits pays insulaires et certaines régions côtières ».

Le monde politique n'est pas resté muet et s'est à son tour saisi du registre de l'urgence climatique. En 2019, le parlement britannique déclare l'urgence climatique, suivi par de nombreux pays, collectivités et universités. La même année, le Parlement européen (2019) décide d'adopter une résolution sur l'urgence climatique et environnementale. L'organe parlementaire « demande instamment à la nouvelle Commission de s'attaquer aux incohérences des politiques actuelles ». En 2020, c'est au tour du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, d'appeler les États à déclarer l'état d'urgence climatique et à faire preuve d'ambition (Harvey, 2020). Même si la portée de ces déclarations reste symbolique – car elles ne représentent qu'un engagement moral (Jouayed et Guittard, 2020) – elles peuvent catalyser l'action à différentes échelles et contribuer à faire émerger un consensus au sein de la population. On n'a, du moins dans les pays du Nord du monde, jamais autant entendu parler du changement climatique. Cependant, sans valeur juridique, ces déclarations peuvent rester lettre morte si elles ne sont pas suivies de mesures ambitieuses,

5 L. Debove, 2019, « Rébellion Internationale pour le vivant : "quand l'espoir meurt, l'action commence" », *La Relève et la peste*, 9 oct. <https://lareleveetlapeste.fr/rebellion-internationale-pour-le-vivant-quand-lespoir-meurt-laction-commence/>.

6 Le discours de G. Thunberg, ainsi que sa traduction en français, est disponible ici : http://www.think-thimble.fr/Documents/Greta_Thunberg_Davos.pdf (consulté le 30 sept. 2022).

7 Voir par exemple les discours de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ou du Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

concrètes et contraignantes. Pour pousser les États à traduire leurs discours en actions, d'autres initiatives ont vu le jour, dont les contentieux climatiques (Cournil, 2020). Ces dernières années, le nombre de procès contre l'inaction des gouvernements a explosé, principalement dans les pays occidentaux. Après les Pays-Bas en 2019, c'est la France qui se voit condamnée en 2021 par le tribunal administratif de Paris pour son inaction climatique (Cournil et Fleury, 2021). Les contentieux climatiques viennent compléter d'autres modes d'action, comme le plaidoyer et les mobilisations.

Climat d'urgence

La sémantique de l'urgence climatique se développe dans un contexte particulier, scientifique et occidental. XR et G. Thunberg, par exemple, demandent aux gouvernements de « dire la vérité [sur la crise écologique] » (Lowe, 2020) et « d'écouter les scientifiques » (Milman et Smith, 2019). Déjà la publication en 2018 du *Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C* donne les arguments scientifiques à ces militants et les rapports suivants, publiés en 2021 et 2022, vont dans le même sens : il faut une action immédiate pour assurer « un avenir viable » (Giec, 2022). Or, l'approche des scientifiques du Giec n'est pas sans inconvénient, car elle se fonde principalement sur une définition de l'urgence en des termes physiques, qui peuvent être quantifiés et présentés au moyen de courbes d'évolution des températures moyennes globales, de hausse du niveau de la mer, etc. En ce sens, la sémantique de l'urgence climatique reste une extension du discours dominant sur le climat : celui d'un problème scientifique et technique qui nous concerne tous également – selon l'expression populaire, « on est tous dans le même bateau ». Ce cadrage du Giec justifie une réduction immédiate, quasi instantanée des émissions mondiales de GES, sans considération des questions de développement et de justice climatique. D'un côté, il tend à dépolitiser les émissions de GES, comme si elles étaient toutes équivalentes, sans faire de distinction entre une molécule de dioxyde de carbone (CO²) émise pour survenir à des besoins primaires – les « émissions de survie » des plus pauvres – et une molécule émise par un SUV (*sport utility vehicle*) ou un jet privé – les « émissions d'opulence » des plus riches. De l'autre, il tend à déshistoriciser le changement climatique, minimisant les questions des responsabilités historiques des pays industrialisés dans cette crise et ses racines coloniales plus profondes (Aravind, 2021 ; Kumar, 2022). Comme Thierry Amougou (2020) le souligne, nous sommes peut-être « tous dans le même bateau [la terre], mais pas tous avec accès aux canots de sauvetage ». Même si les activistes du climat sont attentifs à ces questions, le risque demeure de mettre de côté les questions de justice au nom de l'urgence d'agir. Ainsi que le souligne Nicolas Haeringer (Delage et Grisoni, 2020), chargé de campagne pour l'organisation non gouvernementale 350.org,

« les grèves du climat posent [...] question en ce qu'elles repositionnent l'épicentre des mouvements dans le Nord global, alors que l'un des acquis des mouvements pour la justice climatique consistait à dire que ce n'est pas qu'une question de taux de concentration du CO₂, c'est aussi une question de luttes pour la justice dont l'épicentre se trouve au Sud ».

Si nous nous retrouvons dans une urgence climatique, c'est en partie parce que nous avons été leurrés par ce cadrage scientifico-technique du changement climatique. Pour de nombreux scientifiques, il suffisait de communiquer les faits pour que l'action s'ensuive. Deux interventions, prononcées très tôt au sein de la gouvernance internationale environnementale, auraient pu cependant nous faire comprendre que cela serait difficile. D'abord, celle de la Première ministre indienne, Indira Gandhi, qui déclare en 1972 lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement que la « pauvreté et le besoin sont les plus grands pollueurs » (Mathiesen, 2014). Pour l'Inde et pour de nombreux pays dits « en développement », la priorité est à leur développement économique pour sortir leurs populations de la pauvreté. Ce positionnement reste d'actualité – si l'Inde est une puissance économique majeure du Sud, ses émissions annuelles moyennes de CO₂ restent inférieures à 2 tonnes par habitant.⁸

Mettons maintenant en perspective le discours d'Indira Gandhi avec celui du président américain George H.W. Bush donné 20 ans plus tard, soit en 1992, au sommet de la terre de Rio. Ce dernier maintient que « le mode de vie des Américains n'est pas négociable. Point » (Deen, 2012). Les politiques climatiques de ses successeurs n'ont pas fondamentalement changé la donne, dans un contexte de forte politisation de la question climatique (De Pryck et Gemenne, 2017). Aujourd'hui, si les émissions moyennes *per capita* du pays connaissent une nette diminution, elles sont en moyenne de 14,7 tonnes de CO₂ – donc sept fois plus élevées que celles d'un Indien.

Ces deux déclarations ont donc encore toute leur importance et reflètent l'état des négociations internationales actuelles : d'un côté, les représentants des pays « en développement » qui considèrent que leur développement (même quand il repose majoritairement sur l'exploitation des combustibles fossiles) reste la priorité et pointent du doigt les modes de vie climaticides des pays occidentaux ; de l'autre, les représentants des pays industrialisés qui enjoignent ces derniers de rehausser leurs ambitions climatiques sans pour autant fondamentalement changer leur manière de produire et de consommer. Alors que l'urgence climatique devrait être pensée conjointement avec la question de la justice climatique, ces deux notions finissent par s'opposer dans le discours. Elles sont aussi renvoyées à des temporalités différentes : en situation d'urgence, il n'apparaît pas nécessaire de revenir sur le passé et sur la question épineuse des responsabilités dans la crise climatique.

Si la dimension intrinsèquement politique de la crise climatique s'est révélée aux yeux de nombreux observateurs à Copenhague en 2009, lorsque les négociations

8 Voir la base de données de la Banque mondiale. Accès : <https://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?locations=IN>.

n'ont pu aboutir faute de consensus entre les grandes puissances (Christoff, 2010 ; Aykut et Dahan, 2015), elle continue d'être souvent introduite par le prisme de l'expertise scientifique. L'inaction est essentiellement représentée comme un manque d'information ou de connaissance, alors qu'elle est aussi le résultat de stratégies délibérées d'obstruction, de maintien de pratiques climaticides (comme les subsides aux énergies fossiles) et d'un refus des élites politiques d'affronter la question de la justice climatique, entre et au sein des pays.

La sémantique de l'urgence peut donc être utilisée pour mobiliser, mais aussi pour couper court au débat. Par ailleurs, elle est étroitement liée aux pratiques de « sécuritisation⁹ » (Buzan, Waever et de Wilde, 1998), qui peuvent se traduire par le déplacement d'un enjeu du domaine de la politique (celui du débat) à celui de la sécurité (celui des mesures exceptionnelles). En régime d'urgence, lorsqu'une menace existentielle est identifiée, des mesures spécifiques et extraordinaires peuvent être prises par les États, même si cela revient à restreindre certaines libertés jugées fondamentales – comme nous avons pu le voir dans le cas de la pandémie de Covid-19. L'invocation d'un « problème de sécurité » peut permettre à certains acteurs de court-circuiter le processus démocratique et de prendre des décisions de manière unilatérale. Or, dans le cas du climat, le discours de l'urgence est mobilisé par certains scientifiques pour appeler au développement et au déploiement de technologies controversées de géo-ingénierie, dont la capture et la séquestration du carbone à grande échelle et la gestion du rayonnement solaire (Asayama *et al.*, 2019 ; Briday *et al.*, 2021). Les idées de ces scientifiques, longtemps considérées comme « farfelues », font leur chemin dans les recommandations expertes et les politiques climatiques (Hamilton, 2013). La séquestration du carbone (dont l'afforestation et la bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone, BECCS) est largement « naturalisée » et occupe une place préminente dans les trajectoires bas carbone du Giec (van Beek *et al.*, 2022). La gestion du rayonnement solaire est plus controversée. Si le débat reste confiné à un nombre restreint d'institutions (Biermann et Möller, 2019), certains États occidentaux cherchent à souligner le potentiel de ces technologies pour faire face aux « risques climatiques ». D'ailleurs, les États-Unis ont unilatéralement décidé en mars 2022 de financer un groupe de recherche sur la question, en partenariat avec la National Aeronautics and Space Administration (Nasa), la National Oceanic and Atmospheric Administration (Noaa) et le Département de l'énergie (Temple, 2022). Ces activités de recherche sont justifiées par les impacts retentissants du changement climatique d'un côté et de l'autre, par l'incapacité des États d'y faire face – souvent à travers un prisme « réaliste », partant de l'idée que les États sont des entités « égoïstes » qui n'ont pas d'intérêt à coopérer.

9 Le politiste T. Balzacq définit la sécuritisation comme « l'ensemble des processus à travers lesquels un enjeu social, public, est élevé au rang d'enjeu de sécurité, avec tout ce que cela peut entraîner. Par exemple, la question du traitement dans l'urgence est un élément propre à la sécuritisation [...]. Ce problème aurait pu être traité dans d'autres termes mais on choisit de le présenter comme un enjeu de sécurité, entraînant une grammaire et des pratiques tout à fait singulières ». Accès : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/esprit-de-justice/qu-est-ce-que-la-securitisation-6478211> (consulté le 5 déc. 2022).

On peut donc distinctement observer un schéma de « sécuritisation » des risques climatiques qui justifie que des mesures exceptionnelles soient prises, alors que la recherche et la coopération internationale sur ces technologies sont balbutiantes et que les conséquences de leur déploiement pourraient être catastrophiques. La géo-ingénierie ne représente pas seulement un problème de sécurité majeur (Corry, 2017), mais un aléa moral parce qu'elle pourrait détourner l'attention du besoin de réduire, avant tout, les émissions de GES (McLaren, 2016).

Le pouvoir mobilisateur, mais aussi sécuritaire, de la notion d'urgence représente donc les deux faces d'une même médaille. La popularisation de l'urgence climatique a poussé de nombreuses personnes dans la rue, exigeant des actions, « maintenant » ! Mais, en l'absence d'une analyse détaillée des causes socioéconomiques de l'inaction politique (au-delà de la simple mention d'un « manque de volonté politique »), certains acteurs peuvent rapidement conclure au besoin de couper court au débat, pour imposer des mesures exceptionnelles, dont la géo-ingénierie ; mesures qui demanderaient pourtant d'être débattues, tant les conséquences locales, régionales et internationales de leur déploiement pourraient être massives.

Conclusion

J'ai cherché à déclinier la complexité du débat autour de la notion d'urgence climatique qui s'est imposée ces dernières années dans le langage commun – en partie sur la base d'une construction scientifique et technique du problème climatique. Cette notion a eu un pouvoir mobilisateur et a fait émerger de nouveaux mouvements sociaux, augmentant la pression sur les États. Néanmoins, elle peut aussi être utilisée cyniquement pour évacuer les questions de justice climatique ou pour légitimer certaines interventions controversées, comme le déploiement de technologies de géo-ingénierie. L'urgence climatique, si cadrée en particulier en des termes physiques, réduit le débat à des discussions entre experts et minimise l'importance d'autres cadrages, plus politiques, autour des questions de justice et des rapports de pouvoir entre groupes sociaux.

L'urgence climatique ne devrait donc pas couper court au débat et à la démocratie. La phrase qui précède la déclaration de l'urgence climatique par le Parlement européen (2019) est en ce sens claire : elle note

« qu'aucune situation d'urgence ne devrait jamais être utilisée pour éroder les institutions démocratiques ou porter atteinte aux droits fondamentaux ; [...] que toutes les mesures seront toujours adoptées dans le cadre d'un processus démocratique¹⁰ ».

10 Citation originale : « *Whereas no emergency should ever be used to erode democratic institutions or to undermine fundamental rights; whereas all measures will always be adopted through a democratic process* ».

Dans cette perspective, de nombreux mouvements comme XR ne militent plus pour que les décideurs appliquent à la lettre les recommandations des experts scientifiques. Ils demandent à ce qu'elles soient débattues, reformulées et renégociées au sein d'assemblées citoyennes. Ces dernières années, le nombre d'assemblées sur le climat a fortement augmenté. Si l'impact réel de ces initiatives reste à mesurer (leurs mandats étant souvent étroitement contrôlés par les décideurs), elles peuvent avoir un impact positif sur le débat public et illustrent de la volonté de nombreux citoyens de devenir des acteurs clés de la transition écologique.

Certains diront que nous n'avons pas le temps de débattre mais, dans un contexte qui voit le seuil de 1.5 °C de réchauffement se rapprocher dangereusement, il est important de se demander, comme le souligne le géographe, Mike Hulme (2014), dans quel monde nous voulons vivre : un monde gouverné par les experts (potentiellement à coup d'injection de soufre dans l'atmosphère) et dans lequel d'énormes inégalités persistent, ou un monde dans lequel les impacts se font ressentir plus fortement, mais au sein duquel la cohésion sociale est plus forte et les inégalités réduites?

Références

- Alexandre C., Gougou F., Lecoœur E. et Persico S., 2021, « Jeune, féminin et diplômé : le profil du mouvement climat », *Reporterre*, 11 oct. <https://reporterre.net/Tres-jeune-feminin-et-diplome-le-profil-du-mouvement-climat>
- Amougou T., 2020, « L'urgence écologique, un récit occidental-centré », dans B. Duterme (éd.), *L'Urgence écologique vue du Sud*, Louvain-la-Neuve, Éd. Syllepse, p. 137-143. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2020.03.0137>
- Asayama S., Bellamy R., Geden O., Pearce W. et Hulme M., 2019, « Why setting a climate deadline is dangerous », *Nature Climate Change*, 9, p. 570-572. <https://doi.org/10.1038/s41558-019-0543-4>
- Agence télégraphique Suisse (ATS), 2018, « 'Tout ou presque était dit il y a 30 ans' », *24 heures*, 6 oct. <https://www.24heures.ch/tout-ou-presque-etait-dit-il-y-a-30-ans-347329503731>
- Aykut S. C. et Dahan A., 2015, *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Aravind S., 2021, « How To Write About Pipelines », *Progress in Political Economy*, 2 mars. <https://www.ppesydney.net/how-to-write-about-pipelines/>
- Biermann F. et Möller I., 2019, « Rich man's solution ? Climate engineering discourses and the marginalization of the Global South », *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, 19, p. 151-167. <https://doi.org/10.1007/s10784-019-09431-0>
- Briday R., Dutruel S. et Gambardella S., 2021, « Quel(s) consensus au sujet du recours à l'ingénierie climatique », *Cahiers droit, sciences & technologies*, 12, p. 57-76. <https://doi.org/10.4000/cdst.3453>

- Buzan B., Wæver O. et Wilde (de), J., 1998, *Security. A new framework for analysis*, Boulder, L. Rienner Publishers.
- Carrington D., 2019, « Why the *Guardian* is changing the language it uses about the environment », *The Guardian*, 17 mai. <https://www.theguardian.com/environment/2019/may/17/why-the-guardian-is-changing-the-language-it-uses-about-the-environment>
- Corry O., 2017, « The international politics of geoengineering. The feasibility of Plan B for tackling climate change », *Security Dialogue*, 48 (4), p. 297-315. <https://doi.org/10.1177/0967010617704142>
- Cournil C. et Fleury M., 2021, « De « l'Affaire du siècle » au « casse du siècle » ? », *Revue des droits de l'homme*, En ligne : <http://journals.openedition.org/revdh/11141>.
- Cournil C. (dir.), 2020, *Les Grandes Affaires climatiques*, Aix-en-Provence, Droit international, comparé et européen. https://dice.univ-amu.fr/sites/dice.univ-amu.fr/files/public/cdd10_-_les_grandes_affaires_climatiques_2.pdf
- Dagorn G., 2022, « Avant-après : les immenses inondations au Pakistan vues de l'espace », *Le Monde*, 7 sept. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/09/07/avant-apres-les-inondations-catastrophiques-au-pakistan-vues-de-l-espace_6140573_4355770.html
- Deen T., 2021, « U.S. Lifestyle Is Not Up for Negotiation », *Inter Press Service*, 1 mai. <http://www.ipsnews.net/2012/05/us-lifestyle-is-not-up-for-negotiation/>
- Delage P. et Grisoni A., 2020, « Un mouvement mondial de la jeunesse : les grèves du climat. Entretien avec Nicolas Haeringer », *Mouvements. Des idées et des luttes*, 103 (2), p. 156-163. <https://doi.org/10.3917/mouv.103.0156>
- Demortain D., 2019, « A risk (analysis) society? », *Natures Sciences Sociétés*, 27 (4), p. 390-398. <https://doi.org/10.1051/nss/2020005>
- De Pryck K. et Gemenne F., 2017, « The Denier-in-Chief. Climate Change, Science and the Election of Donald J. Trump », *Law and Critique*, 28, p. 119-126. <https://doi.org/10.1007/s10978-017-9207-6>
- Edwards P. N., 2010, *A Vast Machine. Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming*, Cambridge, MIT Press.
- Giec, 2018, *Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C*, Cambridge, Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/sr15/>
- Giec, 2021, *Résumé à l'intention des décideurs du Groupe I*, Cambridge, Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-i/>
- Giec, 2022, *Résumé à l'intention des décideurs du Groupe II*, Cambridge, Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-ii/>
- Hamilton C., 2013 [2013], *Les Apprentis Sorciers du climat. Raisons et déraison de la géo-ingénierie*, trad. de l'anglais par C. Le Roy, Paris, Éd. Le Seuil.
- Hartz F., 2022, « Leaking the IPCC: A question of responsibility? », *WIREs Climate Change*. <https://doi.org/10.1002/wcc.814>
- Harvey F., 2020, « UN secretary general urges all countries to declare climate emergencies », *The Guardian*, 12 déc. <https://www.theguardian.com/environment/2020/dec/12/un-secretary-general-all-countries-declare-climate-emergencies-antonio-guterres-climate-ambition-summit>

- Hulme M., 2014, *Can Science Fix Climate Change? A Case Against Climate Engineering*, Hoboken, Wiley.
- Jouayed C. et Guittard J., 2020, « Les déclarations d'urgence climatique », *EcoRev'. Revue critique d'écologie politique*, 48, p. 175-183. <https://doi.org/10.3917/ecorev.048.0175>
- Kumar A., 2022, « Energy geographies in/of the Anthropocene. Where now? », *Geography Compass, early view*, Advance Online Publication. <https://doi.org/10.1111/gec3.12659>
- Le Quééré C., Jackson R. B., Jones M. W. et al., 2020, « Temporary reduction in daily global CO2 emissions during the COVID-19 forced confinement », *Nature Climate Change*, 10, p. 647-653.
- Low, A., 2020, « XR Fundamentals. Tell the Truth », *Extinction Rebellion*, 11 déc. <https://rebellion.global/blog/2020/12/11/tell-the-truth/#:~:text=That%20is%20why%20%E2%80%9CTell%20the,this%20urgent%20need%20for%20change.>
- Mathiesen, K., 2014, « Climate change and poverty: why Indira Gandhi's speech matters », *The Guardian*, 6 mai. <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2014/may/06/indira-gandhi-india-climate-change>
- McLaren D., 2016, « Mitigation deterrence and the "moral hazard" of solar radiation management », *Earth's Future*, 4 (12), p. 506-602. <https://doi.org/10.1002/2016EF000445>
- Météo France, 2022, « Changement climatique: l'été 2022 et ses extrêmes météorologiques pourraient être la norme après 2050 », *Infos Climat*, 30 août. <https://meteofrance.com/actualites-et-dossiers/actualites/changement-climatique-lete-2022-et-ses-extremes-meteorologiques>
- Milman O. et Smith D., 2019, « "Listen to the scientists": Greta Thunberg urges Congress to take action », *The Guardian*, 19 sept. <https://www.theguardian.com/us-news/2019/sep/18/greta-thunberg-testimony-congress-climate-change-action>
- Obadia L., 2021, « Recherche en urgence, urgence de la recherche. Covid-19 et au-delà... », *Questions de communication*, 41, p. 213-232. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26968>
- Parlement européen, 2019, *European Parliament resolution of 28 November 2019 on the climate and environment emergency (2019/2930(RSP))*, 28 nov. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0078_EN.html
- Smith G., 2017, « Concevoir la démocratie pour le long terme : innovation institutionnelle et changement climatique », *La Pensée écologique*, 1. <https://doi.org/10.3917/lpe.001.0158>
- Temple J., 2022, « The US government is developing a solar geoengineering research plan », *MIT Technology Review*, 1^{er} juill. <https://www.technologyreview.com/2022/07/01/1055324/the-us-government-is-developing-a-solar-geoengineering-research-plan/>
- van Beek L., Jeroen O., Hajer M., Pelzer P. et van Vuurend D., 2022, « Navigating the political: An analysis of political calibration of integrated assessment modelling in light of the 1.5 °C goal », *Environmental Science and Policy*, 133, p. 193-202. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2022.03.024>
- Zhou N., 2019, « Oxford Dictionaries declares "climate emergency" the word of 2019 », *The Guardian*, 21 nov. <https://www.theguardian.com/environment/2019/nov/21/oxford-dictionaries-declares-climate-emergency-the-word-of-2019>